

Sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales

& des aides seniors *de la Communauté*

française, de la Région wallonne et de la communauté germanophone

Convention Collective de Travail du 16 décembre 2002 modifiant la Convention Collective de Travail du 30 août 2000 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale

Chapitre I - Cadre juridique

Article 1er.

La présente convention collective de travail est conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires et en application de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand (Moniteur belge du 22 août 2002).

Chapitre II - Champ d'application

Article 2

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des services qui ressortissent à la Sous Commission Paritaire pour les services d'aides familiales et aides seniors et subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale.

Chapitre III - Objet

Article 3

Les dispositions de la Convention Collective de Travail du 30 août 2000 relatives aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors, relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.
21-12-2002	01-12-2003

NR.
N°

68763 10/318.01

seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale non contraires à l'arrêté royal défini à l'article 1er restent valables.

Chapitre IV - Nouvelles dispositions

Article 4

Pour l'application de l'article 2 § 1er deuxième aliéna 1° de l'arrêté royal défini à l'article 1er, la durée hebdomadaire de travail à prendre en considération pour le calcul des 50 p.c. du nombre d'heures ou de jours de travail prévu dans le secteur concerné pour un emploi à temps plein est de 38 heures.

Pour l'application de l'article 12 de l'arrêté royal défini à l'article 1er, deuxième aliéna, on entend par indemnités et avantages dus en vertu de conventions collectives de travail conclues au sein de l'organe paritaire dont dépend l'employeur, les indemnités et avantages suivants :

- la prime de fin d'année telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 16 septembre 2002 remplaçant la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'octroi d'une prime de fin d'année dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale et dans la Convention Collective de Travail du 16 décembre 2002 octroyant une prime de fin d'année au personnel employé;
- l'allocation de foyer-résidence telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 16 septembre 2002 remplaçant la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'allocation de foyer-résidence dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- l'octroi de 4 jours de congé supplémentaires tel que défini dans la Convention Collective de Travail du 4 décembre 2001 relative à l'octroi de quatre jours de congé supplémentaire;
- l'octroi de un jour de congé Communautaire tel que défini dans la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'octroi d'un jour de congé pour la fête des Communautés francophone ou flamande dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- la dispense de prestations à partir de 45 ans telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'octroi de dispense de prestations de travail avec embauche compensatoire dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- les conditions de travail et de rémunérations telles que définies dans la Convention Collective de Travail du 18 novembre 2002 remplaçant la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'harmonisation des barèmes, à la concordance des fonctions et à l'indexation dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale;
- l'indemnité pour entretien des vêtements de travail telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 8 octobre 2001 relative à la fourniture et à l'entretien des vêtements de travail;
- les frais de déplacements ~~tel~~s que définis dans la Convention Collective de Travail du 8 octobre 2001 fixant le remboursement des frais de déplacements professionnels;

- 4
- les prestations de week-end et de jours fériés telles que définies dans la Convention Collective de Travail du 4 septembre 1997 (enregistrée sous le n° 46460/CO/318) rendue obligatoire par l'arrêté royal du 27 avril 2000 (Moniteur belge du 9 septembre 2000);
 - l'avantage social complémentaire tel que défini dans la Convention Collective de Travail du 8 octobre 2001 fixant le montant et les modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire et dans la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 octroyant un avantage social complémentaire au personnel administratif et social.

L'on entend par rémunération, la rémunération telle que définie dans la Convention Collective de Travail du 18 novembre 2002 remplaçant la Convention Collective de Travail du 10 décembre 2001 relative à l'harmonisation des barèmes, à la concordance des fonctions et à l'indexation dans le secteur des services d'aide aux familles et des aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale

Chapitre V - Dispositions finales

Article 5

La présente Convention Collective de Travail modifie la Convention Collective de Travail du 30 août 2000 relative aux mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur des services d'aides familiales et d'aides seniors subventionnés par les Commissions Communautaires Commune et Française de la Région de Bruxelles-Capitale (enregistrée sous le n° 55841/CO/318)

Elle entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.
Elle peut être résiliée par chacune des parties moyennant un préavis de trois mois signifié par lettre recommandée à la poste adressée au Président de la Sous Commission Paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors.

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse
 Gemeenschap, het Waalse Gewest *van de Franse*
 Duitstalige Gemeenschap**
**Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2002 tot wijziging van de collectieve
 arbeidsovereenkomst van 30 augustus 2000 houdende maatregelen ter bevordering van de
 tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd
 door de gemeenschappelijke de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels
 Hoofdstedelijk Gewest**

HOOFDSTUK I - Juridisch kader

Artikel 1.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités en bij toepassing van het koninklijk besluit van 18 juli 2002 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector (Belgisch Staatsblad van 22 augustus 2002).

HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de diensten die vallen onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK III – Doel

Artikel 3

De bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 augustus 2000 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de non-profitsector, gesloten in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, die niet strijdig zijn met het koninklijk besluit, bepaald in artikel 1, blijven van toepassing.

HOOFDSTUK IV - Nieuwe bepalingen

Artikel 4

Voor de toepassing van artikel 2, § 2, 1^{ste} alinéa, 1° van het koninklijk besluit, bepaald in artikel 1, bedraagt de wekelijkse arbeidsduur die in aanmerking moet worden genomen voor de berekening van de 50 pct. van het aantal werkdagen of-uren, vastgelegd in de betrokken sector voor een voltijdse tewerkstelling, 38 uren.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.		
9 fj -12- 2002	0 1 -12- 2003	NR. N°	68763/10/218.01



Voor de toepassing van **artikel 12** van het **koninklijk** besluit, bepaald in **artikel 1**, tweede alinéa, wordt **verstaan** onder vergoedingen en voordelen die verschuldigd zijn krachtens collectieve **arbeidsovereenkomsten** die gesloten **zijn** in het **paritair orgaan** waarvan de werkgever **afhangt**, de volgende vergoedingen en voordelen:

- de eindejaarspremie, zoals bepaald in de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 16 september 2002 **tot vervanging** van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende de toekenning** van een **eindejaarspremie** in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse **gemeenschapscommissie** van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest** en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2002 **tot toekenning** van een eindejaarspremie aan het bediendepersoneel;
- de **haard-/standplaatstoelage**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 **tot** vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende de haard-/standplaatstoelage** in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse **Gemeenschapscommissie** van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**;
- de toekenning van 4 dagen **aanvullend** verlof, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 2001 **betreffende de toekenning** van vier dagen aanvullend verlof;
- de toekenning van een dag **Gemeenschapsverlof**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende de toekenning** van een dag verlof voor het feest van de Franse of Vlaamse **Gemeenschap** in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse **Gemeenschapscommissie** van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**;
- de vrijstelling van prestaties vanaf **45 jaar**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende de toekenning** van vrijstelling van **arbeidsprestaties** met bijkomende **aanwerving** in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse **Gemeenschapscommissie** van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**;
- de **loon- en arbeidsvoorwaarden**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van **18 november 2002 tot** vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende de harmonisering** van de **loonschalen**, de concordantie van de **functies** en de indexering in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse **Gemeenschapscommissie** van het **Brussels Hoofdstedelijk Gewest**;
- de vergoeding voor onderhoud van de **arbeidskledij**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 **oktober 2001** **betreffende de levering** en het onderhoud van de arbeidskledij;
- de **verplaatsingskosten**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2001 **tot vaststelling** van de **terugbetaling** van de professionele verplaatsingskosten;
- de prestaties tijdens weekends en op **feestdagen**, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 september 1997 (geregistreerd onder het **nr. 46460/CO/318**), algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 27 **april 2000** (Belgisch Staatsblad van 9 september 2000);
- het aanvullend sociaal voordeel, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2001 **tot vaststelling** van het bedrag en de **toekennings- en opheffingsmodaliteiten** van een aanvullend sociaal voordeel en in de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 houdende toekenning van een aanvullend sociaal voordeel aan het **administratief en sociaal personeel**.

Onder **loon** wordt verstaan, het **loon zoals** bepaald in de collectieve **arbeidsovereenkomst** van 18 november 2002 **tot vervanging** van de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2001 **betreffende** de harmonisering van de loonschalen, de concordantie van de **functies** en de indexering in de sector van de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het **Brussels** Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK V - Slotbepalingen

Artikel 5

Deze collectieve arbeidsovereenkomst **wijzigt** de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 **augustus** 2000 houdende maatregelen ter **bevordering** van de tewerkstelling in de sector van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, gesubsidieerd door de gemeenschappelijke en de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. (geregistreerd onder het nr. 55841/CO/318).

Zij wordt van kracht op 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde tijd.

Zij kan door **elk** van de **partijen** worden opgezegd, **mits** een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd, betekend bij een ter post **aangetekende** brief, gericht aan de **voorzitter** van het **Paritair** Subcomité voor de diensten voor gezins- en **bejaardenhulp**.